

505617136 / 7

429

(1940)



ARCHIVES

Indemnité aux ayants droit de M. MOREAU-FEVRE

CD 12. 3.40 51 XIII e (d)
CD 19. 3.40 1 I

Indemnité aux ayants droit de M. MOREAU-FEVRE

19 mars 1940

429

Extrait du P.V. de la séance du Comité de Direction
du 19 mars 1940

QU. I - Adoption du P.V.

p. 1

M. LE PRÉSIDENT. - Quelqu'un a-t-il des observations sur
le Procès-Verbal de la séance précédente ?

M. GUILLEMET. - Je voudrais présenter au sujet de ce Procès-
Verbal une observation relative à la question du secours que
nous avons accordé à M. MORRAU-PEVRE. Le Procès-Verbal indique
que l'on accordera "un secours sur la base de 1.000 fr par mois
pendant 10 ans". Or, il me semble que nous avons décidé, en
dernière analyse, que ce secours serait, non pas mensuel, mais
trimestriel.

.....

M. LE PRÉSIDENT. - C'est exact.

M. FILLEPI. - Aussi bien, le Procès-Verbal ne parle pas d'un secours mensuel de 1.000 fr, mais d'un secours "sur la base de" 1.000 fr par mois, ce qui permet de n'effectuer qu'un seul versement de 3.000 fr par trimestre.

M. GRIMBERT. - Mais je voudrais présenter une autre observation à propos de ce secours. Il s'agit en l'espèce d'une question très particulière et qui ne présente aucun caractère d'urgence. Or, nous accordons une libéralité s'élevant au total à 120.000 fr, sans savoir trop pourquoi ni à qui, puisque nous ignorons tout de la situation des ayants droit. Je demande instamment que, lorsque des questions de cet ordre se représenteront, nous soyons saisis à l'avance de propositions fermes sur lesquelles nous ayons le temps de réfléchir.

M. LE PRÉSIDENT. - D'accord. Nous vous saisissons de propositions une huitaine de jours à l'avance, pour vous permettre d'y réfléchir.

M. GRIMBERT. - Pourquoi nous sommes-nous engagés pour 10 ans, alors que la situation peut changer rapidement ?

M. LE PRÉSIDENT. - On n'a pas voulu donner la somme totale en une fois pour qu'elle ne soit pas dépensée en peu de temps.

M. GRIMBERT. - Quelqu'un d'entre nous connaît-il M. MORHAU-FEVRE ?

M. LE PRÉSIDENT. - Je le connais à peine. Lorsque j'étais allé voir la chaufferie de la gare St-Lazare, M. MORHAU me l'avait présenté.

M. GRIMPRET. - Quand je suis arrivé à la Présidence du Réseau de l'Etat, il recevait une indemnité de 3.000 fr par mois et, ^{Sauf erreur de ma part,} on n'avait dit qu'on ne demandait ^{lui} rien ^{plus} à ce moment-là. Nous n'avons pas approfondi la question. Il ne faudrait pas qu'une question comme celle-là soit traitée sans examen sérieux.

M. LE BRUNERAI. - Si j'avais su, j'aurais demandé qu'on ajourne l'examen à huitaine, car la question aurait pu attendre une semaine.

M. LE PRÉSIDENT. - D'une façon générale, je suis d'avis de hâter l'examen des affaires, surtout en temps de guerre. Mais il est bien entendu que, si une question vous paraît insuffisamment étudiée, il vous appartient de le dire en séance, et nous l'ajournerons à huitaine.

M. GRIMPRET. - Quels sont les ayants droit de M. MORBAU-PEVRE ?

M. LE BRUNERAI. - Sa femme et son fils.

M. GRIMPRET. - Quel est l'âge du fils et que fait-il ?

M. LE BRUNERAI. - Je ne connais pas exactement son âge, mais je crois qu'il est jeune.

M. GRIMPRET. - Cette décision a été prise sans que nous ayons tous les éléments d'information nécessaires. Je n'ai aucun parti-pris contre M. MORBAU-PEVRE, ni contre ses ayants droit, mais nous sommes quelquefois amenés à être restrictifs vis-à-vis de nos propres agents et il s'agit en l'espèce

d'accorder une retraite tout de même importante aux ayants droit d'un ingénieur qui était loin de nous consacrer tout son temps. Si la décision n'avait été prise que pour un an, je n'aurais aucune objection ; mais je ne vois pas pourquoi nous nous sommes engagés pour dix ans.

M. LE PRÉSIDENT. - En somme, M. le Président CHIFFART demande soit, en attendant que les études soient faites, soit, si l'on ne veut pas revenir sur la décision qui a été prise.

M. CHIFFART. - Nous pourrions décider que ce serait un secours annuel renouvelable.

M. LE PRÉSIDENT. - J'avoue que, personnellement, les propositions faites ne m'avaient pas choqué, parce que je considère que

M. MOREAU-FEVRE, d'après les exposés techniques que j'ai pu entendre, a été un homme très compétent et qui nous a rendu de réels services. Il s'est montré aussi extrêmement désintéressé. C'est lui qui a, notamment, installé la chaufferie de la gare Saint-Lazare et du bâtiment de la Direction de la rue de Rome.

M. LE PRÉSIDENT. - Il a également fait des études sur la chauffe des voitures qui nous seront très utiles.

M. LE PRÉSIDENT. - Un jour que j'étais allé au Mans par une température inclemente, alors qu'il faisait très bon dans le compartiment, un ingénieur m'a expliqué que nous le devions à un système ingénieux dû à M. MOREAU-FEVRE.

M. MARLIO. - Je voudrais simplement ajouter un mot. Je ne connais pas M. MOREAU-FEVRE, je ne l'ai jamais vu. Je n'ai aucune objection en ce qui concerne la question de principe soulevée par M. CHIFFART. Je crois que nous devons examiner de très près les questions de cette nature et qu'il aurait mieux valu, en l'espèce, ajourner l'examen de 8 jours, afin d'avoir des renseignements plus complets. En tout cas, il ne peut s'agir que d'un secours bénévole, car il ne faut pas qu'il soit lié en quoi que ce soit à une renonciation

.....

à toute espèce de recours, sans quoi nous aurions l'air de faire une transaction, alors qu'il n'y a aucunement matière à composer, en l'espèce.

~~xxxxxxxxxxxxxxxx~~ Mais je ne suis pas absolument certain que la solution qui consisterait à accorder un secours annuel renouvelable soit, en définitive, plus avantageuse pour la S.M.C.F., car j'ai toujours constaté que les allocations renouvelables d'année en année étaient indéfiniment renouvelées. En fixant la durée à 10 ans, nous savons à quoi nous nous engageons. Si nous ne fixons aucune limite, il y a des chances, si les héritiers ~~xxxxxxxx~~ vivent longtemps - ce que nous leur souhaitons - pour qu'en fin de compte nous leur versions davantage.

M. CHIFFRET. - Je ne suis pas certain qu'à l'expiration de la 10^{ème} année, ce secours ne sera pas renouvelé.

M. ABON. - En ce qui concerne la question de principe, telle que M. XALLO vient de l'exposer, je crois que l'on peut, tout en versant en une seule fois la totalité du secours, éviter, par des moyens très simples, que ce capital ne soit immédiatement dilapidé. Il suffit de ~~xxxxxxxx~~ déposer la somme à la Caisse des Dépôts et Consignations qui se chargera de la verser aux intéressés en 10 annuités. Cela éviterait qu'à la fin de la 10^{ème} année, les intéressés ne viennent nous demander de continuer à verser ce secours, si leur situation ne s'est pas améliorée.

^{ainsi}
L'affaire serait ~~definitivement~~ réglée en ce qui nous concerne.

M. LE PRESIDENT. - Je vais examiner ce point.

M. XALLO. - Je n'ai pas d'objection à une solution de cet ordre.

M. TIRARD. - Elle me paraît excellente.

M. LE PRESIDENT. - D'accord. Le Procès-Verbal du Comité de Direction sera modifié en conséquence, et M. GRELAT voudra bien soumettre la nouvelle rédaction à M. le Président CHIFFRET.

12 mars 1940.

429

du 12 mars 1940

CH. XIII - Questions diverses

Secours

P.V. COURT (c)

Le Comité décide d'attribuer aux ayants-droit de
M. MOREAU-FEVRE, ancien Ingénieur-Conseil du Réseau de l'Etat,
puis de la S.N.C.F., en matière de chauffage et notamment en ce
qui concerne la régulation et la ventilation, un secours sur la
base de 1.000 francs par mois pendant 10 ans.

Stino (d) p. 7

M. LE PRESIDENT - La mort de M. MOREAU-FEVRE nous prive
d'un de nos meilleurs collaborateurs. Il était à la fois, ingé-
nieur conseil très habile en matière de chauffage et artiste de
grande valeur. C'est lui qui a créé l'installation de chaufferie
au mazout de la gare St-Lazare; en même temps qu'il imaginait un
système de chauffage par air contre les parois intérieures des
véhicules, que le réseau de l'Etat a expérimenté. Enfin,
M. MOREAU-FEVRE nous a donné de précieux conseils pour le chauf-
fage des ateliers et dépôts.

Très désintéressé, il s'est toujours contenté de l'indemni-
té mensuelle de 3.000 fr que nous lui versions, alors qu'il
aurait pu faire breveter ses inventions et s'enrichir en les
exploitant.

M. MARLIO -

Ses héritiers se trouvent dans une situation difficile et le Directeur Général propose de leur octroyer une allocation mensuelle de 1.000 fr pendant 10 ans. Ce faisant, nous reconnaitrons les services rendus par M. MOREAU-FEVRE et en même temps, nous éviterons les procès que pourraient nous faire ses ayants-droit. Pour ma part, je considère que cette mesure est essentiellement justifiée.

Etes-vous d'accord ?

M. MARLIO - Ce n'est pas cher.

M. GRIMPRET - J'ai entendu parler de M. MOREAU-FEVRE, qui était très bien rémunéré. Il avait entière liberté et ne travaillait pas seulement pour nous.

M. LE BESNERAIS - Ses inventions lui coûtaient cher et finalement c'est nous qui les exploitons.

M. GRIMPRET - Sans doute, mais il recevait 3.000 fr par mois. C'est le principe de cette redevance aux héritiers, que je trouve contestable.

M. MARLIO - Il ne faut pas se placer sur le terrain juridique.

M. LE BESNERAIS - Juridiquement, la famille n'a aucun droit.

.....

M. MARLIO.-

~~XXXXXXXXXXXX~~
~~M. DEVIAT -~~

Il s'agit à M. MOREAU-FEVRE à défendre ses intérêts ;

je ne place uniquement du point de vue humanitaire, et de ce point de vue, j'estime que nous ne pouvons pas nous désintéresser de la famille d'un collaborateur précieux et nous devons l'aider, puisqu'elle se trouve dans une situation difficile.

M. MARLIO.- Je crois qu'il faut présenter cette allocation

M. ARON - Il s'agit, en somme, d'un secours.

M. MARLIO - La somme allouée est bien modeste.

M. DEVINAT - J'ai bien peur que ce secours n'ait l'air d'une sorte de réparation de notre part.

M. MARLIO - Pas du tout.

M. DEVINAT - Si, puisqu'il y a possibilité de procès.

M. GOY - Il y a toujours possibilité de procès.

M. MARLIO - En l'occurrence, je considère qu'elle n'existe pas. La situation est la suivante : un collaborateur qui nous a rendu d'importants services est mort en laissant ses héritiers dans une situation difficile. Nous leur venons en aide et leur allouons un secours modeste.

M. MARLIO.- Cela nous a paru préférable.

M. DEVINAT.- Quels sont les héritiers ?

.....

M. MARLIO.- Je pense qu'il y a un héritier.

M. MARLIO.- On pourrait prévoir une allocation à titre

honorifique.

M. BOUFFANDRAU..- Demandez-vous aux héritiers une renonciation à tous procès ?

M. MARLIO..- Ils n'ont aucun droit.

M. BOUFFANDRAU..- C'est donc une pure libéralité.

M. GOY..- Je crois qu'il faut présenter cette allocation comme un secours.

M. LE BESNERAIS..- Nous sommes d'accord.

M. MARLIO..- Le contraire serait, en effet, très maladroit.

M. LE BESNERAIS..- M. MORRAU-PEVRE représentait le type de l'inventeur qui ne sait pas défendre ses intérêts.

M. BERTHELOT..- Je l'ai reçu aux Travaux Publics. Il m'a paru complètement désintéressé et sans défense. Une seule chose lui importait : ses recherches scientifiques. S'il avait voulu faire breveter ses inventions et les exploiter, il aurait pu s'enrichir. C'est un acte d'honnêteté vis-à-vis de nous-mêmes.

M. GRIMPET..- Pourquai prévoyez-vous une redevance mensuelle ?

M. LE BESNERAIS..- Cela nous a paru préférable.

M. GRIMPET..- Quels sont les héritiers ?

M. LE BESNERAIS..- Sa femme et son fils.

M. MARLIO..- On pourrait prévoir une allocation trimestrielle.

M. LE BERNERAI.- Je n'ai pas d'objection.

M. BOUFFANDEAU.- Pendant combien de temps ~~xx~~ verserez-vous ce secours ?

M. LE BERNERAI.- Pendant 10 ans.

M. LE PRESIDENT.- Nous sommes d'accord.

9 mars 1940

C O P I E

O n° 888

D. 905/33

- NOTE pour Monsieur le Président -

Depuis 1934 M. MOREAU-FEVRE, récemment décédé, avait apporté son concours en qualité d'Ingénieur-Conseil d'abord au Réseau de l'Etat, ensuite à la S.N.C.F., en matière de chauffage et, en particulier, en ce qui concerne la régulation et la ventilation.

M. MOREAU-FEVRE avait imaginé un système de chauffage par air conditionné, soufflé en lames minces contre les parois intérieures des véhicules. D'autre part, ses conseils ont été largement mis à profit pour améliorer le chauffage des ateliers et des dépôts.

En rémunération de ses études, M. MOREAU-FEVRE n'a reçu que des indemnités mensuelles, d'environ 3.000 fr. qui étaient de l'ordre des frais de recherches, d'appareillage et de déplacements qu'il effectuait.

Nous avons utilisé sans redevance certaines idées nouvelles qu'il avait lancées : notamment nous avons toujours appliqué gratuitement le procédé de la lame d'air mince rasant les parois que M. MOREAU-FEVRE avait fait breveter.

M. MOREAU-FEVRE avait, en outre, formé un certain nombre de nos jeunes techniciens.

En ce qui concerne le Service de la Voie, M. MOREAU-FEVRE a installé sur l'Ouest la régulation automatique du chauffage des gares de Paris-Saint-Lazare, Caen, Le Havre, Le Mans; sur le Nord, la régulation automatique du chauffage du dépôt du Landy et des Services de la rue de Maubeuge.

La rémunération reçue à cette occasion par M. MOREAU-FEVRE ne tenait pas compte ni de la formation donnée à nos techniciens, ni de l'apport de nombreuses idées qui n'ont pas donné lieu à brevet.

Telles sont les raisons pour lesquelles j'ai l'honneur de vous proposer d'accorder aux ayants droit de M. MOREAU-FEVRE - qui se trouvent dans une situation difficile - une redevance mensuelle de 1.000 francs qui serait versée pendant 10 ans par exemple, pour reconnaître les services qui nous ont été ainsi rendus en même temps que pour prévenir les difficultés que nous pourrions avoir à utiliser sans licence les procédés que cet inventeur avait mis au point.

J'ajoute qu'une mesure analogue a été prise en faveur de M. MOREAU-FEVRE par la Société Babcock et par la Société E.V.R., sous déduction des droits de brevet que ces deux Sociétés auraient à verser aux ayants droit pendant la même période.

Le Directeur Général,

signé : LE BESHÉRAIS